

Fondamentaux sur le boycott culturel

Le boycott culturel expliqué par Dror

La nécessité du boycott culturel

Ilan Pappé

S'il y a quelque chose de neuf dans l'interminable et triste histoire de la Palestine, c'est le glissement manifeste qui s'est opéré dans l'opinion publique au Royaume-Uni. Je me souviens d'être venu dans les îles britanniques en 1980, à l'époque où le soutien à la cause palestinienne était confiné à la gauche et, au sein même de celle-ci, à une section et un courant idéologique très particuliers.

Le 23 juin 2009

Le traumatisme de l'après-Holocauste et le complexe de culpabilité, les intérêts militaires et économiques et la mascarade prétendant qu'Israël était la seule démocratie du Moyen-Orient, tout cela jouait un rôle pour assurer l'immunité à l'État d'Israël. Très peu de gens étaient émus, semblait-il, par un État qui avait dépossédé la moitié de la population native de la Palestine, démoli la moitié de ses villages et villes, pratiqué via un système d'apartheid des discriminations à l'égard des personnes vivant dans ses propres frontières et divisé et enclavé deux millions et demi de personnes au cours d'une occupation militaire brutale et répressive.

Presque trente ans plus tard, il semble que tous les filtres et cataractes ont été retirés. L'ampleur de l'épuration ethnique de 1948 est bien connue, la souffrance des gens des territoires occupés a été rapportée et décrite, même par le président des États-Unis, comme insupportable et inhumaine. De façon similaire, la destruction et le dépeuplement de la zone du grand Jérusalem sont mentionnés quotidiennement et la nature raciste des mesures politiques à l'égard des Palestiniens en Israël est fréquemment critiquée et condamnée.

La réalité aujourd'hui, en 2009, est décrite par l'ONU comme « une catastrophe humaine ». Les sections conscientes et consciencieuses de la société britannique savent très bien qui a causé cette catastrophe et qui l'a produite. La chose n'est pas associée à de vagues circonstances ou au « conflit », mais est perçue clairement comme le résultat de la politique israélienne au fil des années. Quand on demanda à l'archevêque Desmond Tutu quelle était sa réaction après ce qu'il avait vu dans les territoires occupés, il fit tristement remarquer que c'était encore pire que l'apartheid. Et il était bien placé pour en parler.

Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, ces personnes décentes, soit en tant qu'individus, soit en tant que membres d'organisations, expriment leur indignation face à ce mélange permanent, en Palestine, d'oppression, de colonisation, de nettoyage ethnique et de privations provoquées. Ces personnes cherchent des façons d'exprimer leurs protestations et certaines espèrent même convaincre leur gouvernement de modifier sa vieille politique d'indifférence et d'inaction face à la destruction permanente de la Palestine et des Palestiniens. Beaucoup de ces gens sont des Juifs, puisque ces atrocités sont commises en leur nom, selon la logique de l'idéologie sioniste, et quelques-uns d'entre eux sont des vétérans d'anciennes luttes civiles dans ce pays pour des raisons similaires à celles qu'on rencontre dans le monde entier. Ils ne sont plus confinés dans un seul parti politique et ils viennent de toutes les classes sociales.

Jusqu'à présent, le gouvernement britannique n'est toujours pas ému. Il a également été passif quand le mouvement anti-apartheid de ce pays lui a demandé d'imposer des sanctions à l'Afrique du Sud. Il a fallu plusieurs décennies de militantisme à la base pour atteindre les hautes sphères politiques. Cela prend encore plus de temps dans le cas de la Palestine : la culpabilité à propos de l'Holocauste, les récits historiques déformés et la dénaturation contemporaine d'Israël en tant que démocratie cherchant la paix et des Palestiniens en tant qu'éternels terroristes islamiques, tout cela a bloqué le flux de l'impulsion populaire. Mais l'affaire commence à trouver sa voie et à asseoir sa présence, en dépit de l'accusation permanente d'antisémitisme collée à toute revendication et malgré la diabolisation de l'Islam et des Arabes. Le troisième secteur, ce lien important entre les civils et les agences gouvernementales, nous a montré la voie. Un syndicat après l'autre, un groupe professionnel après l'autre, tous ont envoyé récemment un message clair : assez, c'est assez. C'est fait au nom de la décence, de la moralité humaine et de l'engagement civique fondamental à ne pas rester immobile face aux atrocités du genre qu'Israël inflige au peuple palestinien.

Ces huit dernières années, la politique criminelle d'Israël a connu une escalade permanente et les activistes palestiniens ont cherché de nouveaux moyens d'y faire face. Ces moyens, il les ont tous essayés, la lutte armée, la guérilla, le terrorisme et la diplomatie : rien n'a marché. Et pourtant ils ne renoncent pas et, maintenant, ils proposent une stratégie non violente – celle du boycott, des sanctions et du refus d'investir.

C'est avec ces moyens qu'ils souhaitent persuader les gouvernements occidentaux de les sauver non seulement eux-mêmes, les Palestiniens, mais aussi – ironiquement – les Juifs d'Israël d'une catastrophe et d'un bain de sang imminents. C'est cette stratégie qui a nourri l'appel au boycott culturel d'Israël. Cette revendication a été exprimée par chaque partie de la vie palestinienne : par la société civile sous occupation et par les Palestiniens en Israël. Elle est soutenue par les réfugiés palestiniens et elle est dirigée par les membres des communautés palestiniennes en exil. Elle est venue à un moment très opportun et elle a donné aux individus et aux organisations en Grande-Bretagne une façon d'exprimer leur dégoût à l'égard de la politique israélienne et, en même temps, une occasion de participer aux pressions de partout sur le gouvernement afin qu'il modifie sa politique consistant à accorder l'immunité à ceux qui jouissent de l'impunité sur le terrain.

Il est ahurissant que ce glissement de l'opinion publique n'ait pas eu d'impact sur la politique, jusqu'à présent. Mais, une fois encore, on nous rappelle la voie tortueuse qu'a dû emprunter la campagne contre l'apartheid avant de devenir une politique. Il est également utile de rappeler que c'étaient deux braves femmes à Dublin, s'échinant dans les rayons d'un supermarché local, qui avaient initié cet énorme mouvement de changement en refusant de vendre des marchandises sud-africaines. Vingt-neuf ans plus tard, la Grande-Bretagne en a rejoint d'autres en imposant des sanctions contre l'apartheid. Ainsi, alors que les gouvernements hésitent pour des raisons cyniques, par crainte d'être accusés d'antisémitisme ou peut-être à cause d'inhibitions islamophobes, des citoyens et des activistes font tout leur possible, symboliquement et physiquement, pour informer, protester et revendiquer. Ils ont une campagne mieux organisée, celle du boycott culturel, ou ils peuvent rallier leurs syndicats dans la

politique coordonnée des pressions. Ils peuvent également utiliser leur nom ou leur renommée pour nous montrer à tous que les gens décents de ce monde ne toléreront pas ce que fait Israël ni ce qu'il représente. Ils ne savent pas si leur action provoquera un changement immédiat où s'ils auront la chance de voir un changement se produire de leur vivant. Mais dans leur carnet personnel qui mentionne qui ils sont et ce qu'ils ont fait dans leur vie et dans le regard impitoyable de l'évaluation de l'Histoire, ils seront comptés au nombre des gens qui ne sont pas demeurés indifférents quand l'inhumanité faisait rage sous le déguisement de la démocratie, que ce soit dans leur propre pays ou partout ailleurs.

Par ailleurs, les citoyens de ce pays, et particulièrement les gens célèbres, qui continuent à répéter, très souvent par ignorance ou pour des raisons plus sinistres, la fable disant qu'Israël est une société occidentale cultivée ou la « seule démocratie au Moyen-Orient », ces gens ne font pas que se tromper de fait. Ils fournissent l'immunité à l'une des pires atrocités de notre époque. Certains d'entre eux exigent que nous laissions la culture à l'écart de nos actions politiques. Cette approche de la culture et du savoir israéliens en tant qu'entités séparées de l'armée, de l'occupation et de la destruction est moralement vicieuse et logiquement révolue. Finalement, un jour, cette indignation venue d'en bas, y compris en Israël aussi, produira une nouvelle politique – l'actuelle administration américaine en montre déjà de petits signes avant-coureurs. L'histoire n'a pas traité avec bienveillance ces cinéastes qui ont collaboré avec le sénateur américain Joseph McCarthy, dans les années 1950, ou qui ont avalisé l'apartheid. Elle adoptera une attitude similaire à l'égard de ceux qui se taisent aujourd'hui à propos de la Palestine.

À ce sujet, un événement intéressant s'est déroulé le mois dernier à Edimbourg. Le cinéaste Ken Loach dirigeait une campagne contre les connexions officielles et financières que le festival du film de cette ville avait avec l'ambassade d'Israël. L'intention était de faire circuler un message disant que cette ambassade représente non seulement les cinéastes d'Israël, mais également ses généraux qui ont massacré le peuple de Gaza, ses bourreaux qui torturent des Palestiniens dans les prisons, ses juges qui ont envoyé 10.000 Palestiniens – dont une moitié d'enfants – en prison sans procès, ses maires racistes qui veulent chasser les Arabes de leurs villes, ses architectes qui construisent des murs et des clôtures afin d'enclaver les gens et les empêcher d'avoir accès à leurs champs, leurs écoles, leurs cinémas ou leurs bureaux et ses politiciens qui mettent encore au point des stratégies visant à réaliser complètement l'épuration ethnique de la Palestine qu'ils ont entamée en 1948. Ken Loach a compris que seul un appel à boycotter le festival dans son ensemble allait amener ses directeurs à adopter un sens moral et une perspective éthique. Il avait raison, ce fut le cas parce que l'affaire était vraiment bien définie et que l'action était très simple et pure.

On ne sera pas surpris d'avoir entendu une voix s'exprimer en sens contraire. C'est une bataille qui a toujours cours et elle ne sera pas gagnée facilement. Au moment où j'écris ces mots, nous célébrons le 42e anniversaire de l'occupation israélienne – la plus longue et l'une des plus cruelles des temps modernes. Mais le temps a également produit la lucidité nécessaire pour de telles décisions. C'est pourquoi l'action de Ken a été efficace sur-le-champ. La prochaine fois, ce ne serait même plus nécessaire. L'une des personnes qui l'ont critiqué a essayé de faire remarquer le fait que les gens en Israël aiment les films de Ken, si bien que son acte pouvait être perçu comme de l'ingratitude. Je puis assurer ce critique que ceux d'entre nous, en Israël, qui regardent les films de Ken sont également ceux qui le saluent pour sa bravoure et que, contrairement à ce critique, nous ne pensons pas que cet acte soit semblable à un appel à la destruction d'Israël, mais qu'il représente plutôt la seule façon de sauver les Juifs et les Arabes qui y vivent. Mais il est difficile, quoi qu'il en soit, de prendre une telle critique au sérieux quand elle est accompagnée de la description des Palestiniens en tant qu'entité terroriste et d'Israël en tant que démocratie du même genre que la Grande-Bretagne.

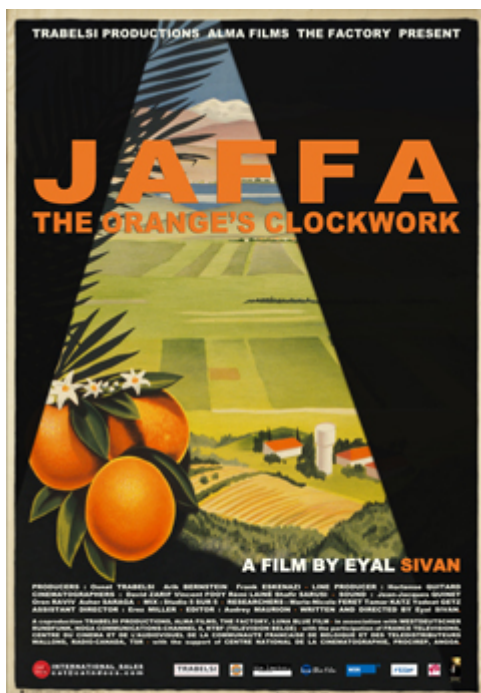
La plupart d'entre nous, au Royaume-Uni, se sont considérablement éloignés de cette stupidité propagandiste et ils sont prêts pour le changement. Nous attendons désormais que le gouvernement de ces îles prenne la relève.

Traduit par Jean-Marie Flémal et révisé par Magali Urbain pour Investig'Action.

Source : [The Electronic Intifada](#) ☺

Lettre du cinéaste israélien Eyal Sivan

mercredi 28 octobre 2009



Lettre adressée par le réalisateur Eyal Sivan au Forum des Images qui l'a invité à programmer son dernier film dans la rétrospective 'Tel-Aviv, le Paradoxe' , organisée par ce cinéma parisien en novembre prochain.

à Mme. Laurence Briot & Mme. Chantal Gabriel

Direction du programme

Forum des images

2, rue du Cinéma. 75045 Paris Cedex 01. France

London Octobre 6th 2009

Chère Laurence Briot et Chantal Gabriel

Je vous écris suite à la demande que vous avez adressé à mes producteurs, Mme Trabelsi et M. Eskenazi, de programmer mon dernier film « **Jaffa, La mécanique de l'orange** » dans la rétrospective 'Tel-Aviv, le Paradoxe' que vous organisez le mois prochain au Forum des Images, dans le cadre de la

célébration du centenaire de la ville de Tel-Aviv.

Je tiens d'abord à vous remercier pour votre offre de participer à cet événement et je vous demande d'excuser mon retard à répondre à vos chaleureuses sollicitations. Je suis sincèrement honoré que vous ayez envisagé de programmer mon film « Jaffa, La mécanique de l'orange » pour clôturer votre rétrospective. Toutefois, après mûre réflexion, j'ai décidé de décliner votre invitation. Les raisons de cette décision sont complexes et de nature politique, c'est pourquoi je voudrais, si vous le voulez bien, vous les expliquer dans le détail.

Comme vous le savez probablement, l'ensemble de mon travail cinématographique, qui compte plus de quinze films, a principalement pour objets la société israélienne et le conflit israélo-palestinien. En m'opposant à la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien, je me suis toujours efforcé d'agir indépendamment pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le fait que je ne représente pas la « démocratie (juive) israélienne ». C'est pourquoi, depuis le tout début de ma carrière cinématographique, il y a plus de 20 ans, je n'ai jamais bénéficié d'aucune aide ou d'aucun support d'une quelconque institution officielle israélienne.

J'ai toujours agi de manière à éviter que mon travail puisse être instrumentalisé et revendiqué comme une preuve de l'attitude libérale d'Israël ; une liberté d'expression et une tolérance qui ne sont accordées par l'autorité israélienne qu'à l'égard, bien sûr, des critiques juives israéliennes.

La politique raciste et fasciste du gouvernement israélien et le silence complice de la plupart de ses milieux culturels pendant le récent carnage opéré à Gaza comme face à l'occupation continue et aux violations des droits humains et aux multiples discriminations à l'égard des Palestiniens sous occupation, ou ceux, citoyens palestiniens de l'Etat israélien –toutes ces raisons justifient que je maintienne une distance vis-à-vis de tout événement qui pourrait être interprété comme

une célébration de la réussite culturelle en Israël ou un cautionnement de la normalité du mode de vie israélien. Puisque votre rétrospective fait partie de la campagne internationale de célébration du centenaire de Tel-Aviv et qu'elle bénéficie, à ce titre, du soutien du gouvernement israélien, je ne peux que décliner votre invitation.

Par ailleurs, considérant les attaques blessantes, humiliantes et continues dont mon travail fait l'objet, tant en France qu'en Israël, et les très rares confrères israéliens qui se sont exprimés pour me défendre et manifester leur solidarité sincère (je ne tiens pas compte des déclarations de principe en faveur du privilège hégémonique de la « liberté d'expression »), il ne m'est pas possible de me sentir solidaire d'un tel groupe.

Je ne peux être associé à une rétrospective qui célèbre des artistes et cinéastes jouissant d'une position de privilège absolu et d'une totale immunité, mais qui ont choisi de se taire quand des crimes de guerre étaient commis au Liban ou à Gaza et qui continuent d'éviter de s'exprimer clairement au sujet de la brutale répression des populations palestiniennes, du blocus de trois ans et de l'enfermement de plus d'un million de personnes dans la Bande de Gaza.

Je tiens à me démarquer de ceux de mes collègues qui utilisent de façon opportuniste, voire cynique, le conflit et l'occupation comme décor de leurs travaux cinématographiques, et comme représentation néo-exotique de notre pays – pratiques qui peuvent expliquer leur succès en Occident, et particulièrement en France – et je refuse d'être associé à eux dans le cadre de votre manifestation.

Même si votre invitation avait suscité chez moi une seconde d'hésitation, celle-ci aurait été balayée à la lecture, il y a une quinzaine de jours, d'un article signé d'Ariel Schweitzer, l'organisateur de votre rétrospective, et publié dans Le Monde. Dans cet article qui s'opposait au boycott culturel de

l'establishment israélien, il déclare : "Des mauvaises langues diront que cette politique culturelle sert d'alibi, visant à donner au pays l'image d'une démocratie éclairée, une posture qui masque sa véritable attitude répressive à l'égard des Palestiniens. Admettons. Mais je préfère franchement cette politique culturelle à la situation existante dans bien des pays de la région où l'on ne peut point faire des films politiques et sûrement pas avec l'aide de l'Etat."

Sur ce point, il me faut remercier votre organisateur M. Schweitzer pour sa naïve sincérité et pour ses arguments sectaires qui m'ont permis d'articuler les raisons pour lesquelles je préfère garder mes distances vis-à-vis de votre rétrospective et d'autres événements semblables. Car comme le confirme M. Schweitzer ils sont, en effet, une célébration de la politique culturelle israélienne et une défense de l'idéologie du 'moindre mal'. Tant mon histoire et ma tradition juives que mes convictions et mon éthique personnelles m'obligent, dans les circonstances politiques actuelles – alors que les autorités des démocraties occidentales et leurs intelligentsias ont fait le choix de rester aux côtés de la politique criminelle israélienne – à m'opposer publiquement par cet acte ferme et non-violent à l'actuel régime d'apartheid qui existe aujourd'hui, en Israël. Je terminerai en reprenant les termes de mon collègue et ami le célèbre réalisateur palestinien Michel Khleifi qui ne cesse de nous rappeler que le défi auquel nous devons faire face, en tant qu'artistes et intellectuels, est de poursuivre nos travaux non pas GRACE À la démocratie israélienne, mais MALGRÉ elle.

C'est pourquoi, toujours de manière non-violente, je continuerai à m'opposer, et à inciter mes pairs à faire de même, contre le régime israélien d'apartheid et contre le « traitement spécial » réservé dans les démocraties occidentales à la culture israélienne officielle d'opposition.

Souhaitant que vous accepterez et comprendrez ma position, et

espérant avoir l'opportunité de montrer mon travail dans d'autres circonstances.

Croyez en ma gratitude et mon respect,

Eyal Sivan, Filmmaker

Research Professor in Media Production

School of Humanities and Social Sciences

University of East London (UEL) – United-Kingdom

> **Source : CAPJPO-Europalestine** ☹

Grande Bretagne – 20-04-2006

Roger Waters refuse d'être une autre brique dans le mur israélien

Par PACBI, *Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israël*

Réitérant sa position sur l'occupation israélienne et exprimant son soutien au peuple palestinien dans « sa lutte pour la liberté », la rockstar internationalement connue Roger Waters a annoncé qu'il déplace son concert prévu à Tel Aviv, à un moment où Israël amplifie la répression et l'apartheid pour déposséder les Palestiniens de leur terre, les ghettoïser et procéder, à la fin, à un véritable nettoyage ethnique.

L'ancien membre des Pink Floyd et auteur du morceau intemporel « Une autre brique dans le mur », a annulé son concert de Tel Aviv. Il tient compte ainsi d'un appel de nombreuses associations culturelles palestiniennes et de ses fans à travers le monde qui craignent qu'une telle prestation, assurée par un artiste respecté et progressiste comme Waters,

ne légitime le mur colonial israélien, condamné comme illégal par la Cour Internationale de Justice de La Haye en juillet 2004.

En soutien à la lettre adressée à Waters par les Palestiniens, un groupe de refuzniks israéliens (objecteurs de conscience) lui demande soit d'annuler sa prestation à Tel Aviv, soit de la dédier explicitement à la lutte contre l'occupation militaire israélienne. Waters a constamment condamné le mur israélien, qu'il accuse d'infliger pauvreté et ravages aux Palestiniens des Territoires Occupés.

Dans le communiqué de presse où il annonce l'annulation de son concert, Waters écrit : *« La souffrance endurée par le peuple palestinien depuis quarante ans d'occupation israélienne est inimaginable pour nous qui vivons à l'ouest et je soutiens leur lutte de libération. J'ai fait changer le lieu du concert, qui aura lieu à Wahat al Salam / Neve Shalom en signe de solidarité avec les voix de la raison, Palestiniennes ou Israéliennes, qui cherchent une voie non-violente pour une paix juste. »*

En annulant le concert de Tel Aviv, Roger Waters confirme son engagement pour la liberté, l'égalité et la paix basées sur la justice. Il nous prouve que sa « boussole » morale est non seulement vivante, mais qu'elle indique également la bonne direction. Apprenant cette nouvelle, la société civile palestinienne a chaudement salué Roger Waters pour son courage et sa contribution à la chute de tous les murs de l'oppression et de l'assujettissement, le mur israélien de la honte inclus.

BOYCOTTONS ISRAEL !

Source : <http://www.pacbi.org>

Traduction : MR pour ISM – source : <http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=4655&type=analyse&lesujet=Boycott>

Le boycott ne censure pas, il révèle

Juin 2010, par F. (CCIPPP)

Commençons par resituer le boycott dans son contexte. Israël est un Etat qui viole les droits humains les plus élémentaires, comme beaucoup d'autres Etats certes à travers le monde. Mais Israël a quelque chose en plus, que les « dictatures » du monde n'ont pas. Il a l'image de la démocratie, d'un pays normal qui malheureusement dérape à cause d'une extrême-droite trop virulente. Israël jouit d'une impunité que n'a aucun autre pays : la récente attaque contre la flottille a été certes critiquée, mais la majeure partie des pays occidentaux n'ont pas fait suivre leur critique de sanctions. Or le boycott est un outil politique qui vise à remédier à cette situation. Loin de vouloir censurer, nous voulons révéler, faire éclater à la face du monde la politique d'oppression et de spoliation, le manquement aux droits humains, qu'Israël masque encore derrière l'image de la démocratie. Le boycott ne censure pas, il fait entendre les voix qu'Israël fait taire : nous voulons montrer que l'image de la démocratie ne couvre ni les pleurs ni les cris de douleur. Le boycott culturel ne consiste pas à escamoter un film ou un livre en cachette, pour que personne n'en parle : le refus de programmer tel film, de vendre tel livre ou de recevoir tel chercheur n'a de sens que s'il est argumenté, s'il rend visible une prise de position politique. C'est exactement ce qu'a fait toute l'équipe des cinémas Utopia dans un travail politique intelligent.

Le boycott ne vise donc pas tel ou tel artiste israélien : il ne s'agit pas de s'en prendre à des individus. Il vise l'Etat d'Israël. On peut expliquer que l'*Israeli Film Fund* promeut la

production de voix alternatives, ce n'en est pas moins un organe étatique. Par conséquent, il est logique qu'un mouvement de boycott visant la politique d'un Etat (et non pas de tel ou tel gouvernement) cible cet organisme. L'argent de l'Etat israélien, qui permet à la créativité israélienne (et éventuellement à la pensée critique israélienne) de s'épanouir, n'est pas un argent innocent : il est entaché par l'occupation, par le blocus, par la discrimination sourde, par les expulsions et les destructions de maisons, par le refus d'appliquer le droit international. L'Etat israélien s'est construit sur des crimes et continue à vivre sur des crimes.

Le boycott vise à rendre ces crimes visibles aux yeux du monde : Israël n'est pas un Etat normal, et il nous paraît nécessaire de souligner que des institutions d'apparence anodine ont partie liée avec une politique d'oppression systématique. La violence de l'Etat d'Israël n'est pas une dérive fanatique d'extrême droite, c'est l'extrême droite fanatique qui dérive d'une violence systématique de l'Etat d'Israël. L'Etat d'Israël s'est construit dans une logique coloniale où une population dominante s'est constituée en s'opposant à une population autochtone dominée. Les structures politiques et sociales d'Israël reposent aujourd'hui encore sur ce paradigme. Israël se construit encore sur l'exclusion des Palestiniens. Ils sont enfermés à Gaza ou derrière le mur de séparation en Cisjordanie, expulsés progressivement de Jérusalem, relégués à des positions subalternes dans la société israélienne. Les Palestiniens sont niés, considérés comme un obstacle, un problème à traiter.

A l'ombre de l'Etat d'Israël, toutes les voix ne considèrent pas le problème de la même manière. Certaines en appellent à une expulsion radicale du problème ; d'autres au compromis, à un traitement plus apaisé du problème. Mais les voix israéliennes qui veulent considérer les Palestiniens non plus comme un problème, comme un caillou dans la chaussure, mais comme des partenaires pour construire un vivre-ensemble ne

peuvent pas s'exprimer dans le cadre de l'Etat d'Israël. Elles doivent se faire dissidentes. Dans le cadre de l'Etat d'Israël, les Palestiniens ne peuvent pas être considérés comme des égaux. Le boycott vise à dénoncer cette violence structurelle de l'Etat d'Israël qui relègue les Palestiniens et perpétue la domination politique. L'appel palestinien a été rejoint par des Israéliens qui ne se reconnaissent pas dans leur Etat et qui ne voient pas les Palestiniens comme un problème, mais comme des égaux en humanité.

Bien sûr, le boycott ne se justifierait pas aussi aisément si nos gouvernements européens et américains s'attachaient à faire respecter le droit international en faisant adopter des sanctions à l'encontre d'Israël au lieu de rehausser des accords de coopération pour l'UE, ou d'accepter Israël au sein de l'OCDE. Le boycott est aussi et surtout une action des citoyens pour interpeler leurs gouvernements démocratiquement élus pour qu'ils portent les valeurs de justice et de dignité qu'ils sont censés défendre. Nous continuerons donc nos opérations de boycott, pour dénoncer le caractère colonial et la violence institutionnalisée de l'Etat d'Israël, pour faire entendre et non pour faire taire.

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article9043>

Appel au boycott académique et culturel d'Israël

6 juillet 2004, version corrigée du 28 janvier 2006

<http://pacbi.org/etemplate.php?id=869>

Attendu que l'oppression coloniale israélienne du peuple palestinien,

basée sur l'idéologie sioniste, comprend :

•

Le déni de sa responsabilité dans la Nakba – en particulier dans les vagues de nettoyage ethnique et de dépossession qui ont

créé le problème des réfugiés palestiniens – et par conséquent

le refus d'accepter les droits inaliénables des réfugiés et déplacés, droits stipulés par et protégés par le droit international ;

•

L'occupation militaire et la colonisation de la Cisjordanie (incluant Jérusalem Est) et de Gaza depuis 1967, en violation du droit international et des résolutions de l'ONU ;

•

Le système bien établi de discrimination raciale et de ségrégation contre les citoyens palestiniens d'Israël, qui ressemble au système d'apartheid défunt d'Afrique du Sud ;

Puisque les institutions académiques israéliennes (essentiellement contrôlées par l'État) et la vaste majorité des intellectuels et universitaires Israéliens ont, soit contribué directement au maintien, à la défense ou à la justification des formes d'oppression susmentionnées, soit ont été complices par leur silence,

Etant donné que toutes les formes d'intervention internationales ont jusqu'à présent échoué à forcer Israël à se conformer au droit international ou à mettre fin à sa répression des Palestiniens, ce qui s'est manifesté de multiples façons, dont des sièges, des tueries indiscriminées, des destructions gratuites et le mur colonial raciste,

Au vu du fait que les personnes de conscience dans la communauté internationale des spécialistes et intellectuels ont porté historiquement la charge morale de combattre l'injustice, comme leur lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par différentes sortes de boycott en a

donné l'exemple,

Reconnaissant que le mouvement montant du boycott international contre Israël a exprimé la nécessité d'un cadre palestinien de référence traçant le contour des principes directeurs,

Dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à la justice et à l'oppression,

Nous, universitaires et intellectuels palestiniens, appelons nos collègues dans la communauté internationale à boycotter complètement et en permanence toutes les institutions académiques et culturelles israéliennes pour contribuer à la lutte pour terminer l'occupation, la colonisation et le système d'apartheid israéliens, en appliquant ce qui suit :

1. Retenez-vous de participer à toute sorte de coopération, collaboration ou projet culturel conjoint, académique ou culturelle, avec des institutions israéliennes ;

2. Faites-vous les porte-parole d'un boycott complet des institutions israéliennes aux niveaux nationaux et internationaux, y

compris de la
suspension de toute forme de financement et de subvention pour
ces
institutions ;

3. Promouvez le désengagement dans Israël par les institutions
universitaires internationales ;

4. Travaillez vers la condamnation de la politique israélienne
en poussant à l'adoption de résolutions par les organisations
et
associations académiques, professionnelles et culturelles ;

5. Soutenez directement les institutions académiques et
culturelles
palestiniennes sans leur demander qu'être partenaires de
contreparties
israéliennes soit une condition explicite ou implicite d'un
tel soutien.

Soutenu par :

Fédération palestinienne des syndicats d'enseignants et
employés
universitaires;